

RCS : COMPIEGNE

Code greffe : 6002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de COMPIEGNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 01054

Numéro SIREN : 822 791 620

Nom ou dénomination : A2VL

Ce dépôt a été enregistré le 23/09/2020 sous le numéro de dépôt 4976

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	1 504	982	522	823
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	125 190	70 243	54 947	388 634
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	6 500		6 500	6 500
	TOTAL (II)	133 194	71 225	61 969	395 957
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	553 333		553 333	1 072 673
	Avances et Acomptes versés sur commandes	457 200		457 200	191 300
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 300 149		1 300 149	26 335
	Autres créances	117 105		117 105	12 176
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	65 234		65 234	45 439
	Charges constatées d'avance	707 886		707 886	426 304
	TOTAL (III)	3 200 907		3 200 907	1 774 228
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		3 334 101	71 225	3 262 876	2 170 184

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

6 500

6 500

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	10 000	10 000
	RESERVES		
	Réserve légale	1 000	
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	9 185	
	Report à nouveau		(118 438)
	Résultat de l'exercice	144 016	128 624
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	164 201	20 185
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	160	246
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	50 552	76 398
	Emprunts et dettes financières divers	799 462	1 164 346
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	915 161	586 050
	Dettes fiscales et sociales	323 375	62 568
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	1 009 965	260 392
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	3 098 675	2 149 999
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 262 876	2 170 184
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		144 015,77	128 623,63
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 098 675	2 149 999
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		955	217

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	2 203 833		2 203 833	1 617 500
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 813 122		1 813 122	1 115 093
	Montant net du chiffre d'affaires	4 016 955		4 016 955	2 732 592
	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits				2
Total des produits d'exploitation (1)				4 016 955	2 732 594
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			954 254	1 211 944
	Variation de stock			519 340	241 124
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			2 149 365	936 201
	Impôts, taxes et versements assimilés			135 998	89 297
	Salaires et traitements				
	Charges sociales du personnel				
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			47 933	124 531
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			1	20
Total des charges d'exploitation (2)				3 806 891	2 603 118
RESULTAT D'EXPLOITATION				210 064	129 476

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

RESULTAT D'EXPLOITATION		210 064	129 476
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers			
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	18 064	27 206
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	18 064	27 206
RESULTAT FINANCIER		(18 064)	(27 206)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		192 000	102 271
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		231 034
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			231 034
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	7 194	16 547
	Sur opérations en capital		185 627
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	7 194	202 174
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(7 194)	28 860
PARTICIPATION DES SALARIES			
IMPOTS SUR LES BENEFICES		40 790	2 507
TOTAL DES PRODUITS		4 016 955	2 963 628
TOTAL DES CHARGES		3 872 939	2 835 004
RESULTAT DE L'EXERCICE		144 016	128 624

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 262 876 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 016 955 euros** et un total **charges** de **3 872 939 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **144 016 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base

:

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de Transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Information au titre d'un événement post-clôture

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur.

L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019.

Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

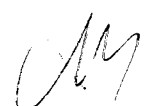
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	1 504					1 504
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 504					1 504
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	950					950
	Matériel de transport	557 217		4 250		438 217	123 250
	Matériel de bureau, mobilier	990					990
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	559 157		4 250		438 217	125 190	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	6 500					6 500
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 500					6 500
TOTAL		567 161		4 250		438 217	133 194

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	682	301		982
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	682	301		982
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	95	95		190
	Matériel de transport	169 677	47 297	147 912	69 062
	Matériel de bureau, mobilier	750	240		990
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	170 522	47 633	147 912	70 243
TOTAL		171 204	47 933	147 912	71 225

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

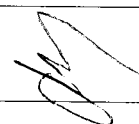
ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	6 500	6 500	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	1 300 149	1 300 149	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	102 419	102 419	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	14 686	14 686	
	Charges constatées d'avances	707 886	707 886	
TOTAL DES CREANCES		2 131 640	2 131 640	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	160	160		
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	955	955		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	49 597	49 597		
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	69 345	69 345		
	Fournisseurs et comptes rattachés	915 161	915 161		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices	38 283	38 283		
	Taxes sur la valeur ajoutée	279 237	279 237		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 855	5 855		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	730 117	730 117		
	Autres dettes	1 009 965	1 009 965		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		3 098 675	3 098 675		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		26 584			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		730 117			



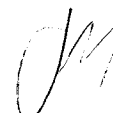
ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Charges à payer		32 276
Emprunts obligataires convertibles		160
<i>Intérêts courus</i>	<i>160</i>	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		955
<i>Banque - intérêts courus à pay</i>	<i>955</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		25 305
<i>Fournisseurs - fact. non parve</i>	<i>25 305</i>	
Dettes fiscales et sociales		5 855
<i>Etat - autres charges à payer</i>	<i>5 855</i>	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		707 886	707 886
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			707 886

Le premier loyer majoré des véhicules pris en location est étalé sur la durée du contrat. Chaque année est constaté la quote part de charge correspondante.

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		1 000,00	10,0000	10 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		1 000,00	10,0000	10 000,00



ANNEXE - Elément 7

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2019
VALEUR D'ORIGINE					886 153	886 153
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice				176 414	176 414
	TOTAL				176 414	176 414
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				289 373	289 373
	Redevances Exercice				177 106	177 106
	TOTAL				466 479	466 479
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				177 362	177 362
	entre 1 et 5 ans				251 175	251 175
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				428 537	428 537
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans				8 862	8 862
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				8 862	8 862
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

ANNEXE - Élément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des produits exceptionnels		
Total des charges exceptionnelles		7 194
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		7 194
Charges exception. s/opérat.ge	2 964	
Contraventions refacturées	4 230	
Résultat exceptionnel		(7 194)



A2VL
Société par actions simplifiée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 122 RUE DE LAMORLAYE, 60270 GOUVIEUX
822 791 620 RCS BEAUVAIS

RAPPORT DE GESTION DU PRÉSIDENT

Exercice clos le 31 décembre 2019

Monsieur Christophe BRUNIER, Président non associé de la société A2VL, a, conformément aux dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, en vue de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, établi le présent rapport de gestion sur la situation et l'activité de la Société durant l'exercice écoulé.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2019, l'activité de la Société a été la suivante :

Le résultat est relativement satisfaisant.

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur.

L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019.

Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Les objectifs pour l'exercice en cours sont les suivants :

Nous allons cependant porter nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure et en surveillant au mieux le suivi des règlements.



INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-4, I du Code de commerce, nous vous communiquons les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients en indiquant le nombre et le montant total des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2019 et la ventilation de ce montant par tranche de retard, dans le tableau suivant :

Article D. 441-4 - Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice						Article D. 441-4 - Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice					
0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement											
Nombre de factures concernées											
Montant total des factures concernées (préciser : HT ou TTC)	98 982 TTC	1 967 TTC	677 TTC	773 593 TTC	875 169 TTC		895 542 TTC	21 590 TTC	12 566 TTC	370 451 TTC	1 300 149 TTC
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (préciser : HT ou TTC)	3,00%	0,00%	0,00%	21,00%	24%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (préciser : HT ou TTC)							22,00%	1,00%	0,00%	9,00%	32,00%
(B) factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées											
Nombre des factures exclues											
Montant total des factures exclues (préciser : HT ou TTC)											
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)											
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux (préciser)					☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux (préciser)					

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 016 954,85 euros contre 2 732 592,31 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 47,00%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 0,31 euros contre 1,80 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -82,78%.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 1 473 594,13 euros contre 1 453 067,59 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 1,41%.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 2 149 364,93 euros contre 936 201,38 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 129,58%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 135 997,95 euros contre 89 297,24 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 52,30%.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 47 933,40 euros contre 124 531,21 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -61,51%.

Le montant des autres charges s'élève à 0,50 euros contre 20,44 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -97,55%.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 3 806 890,91 euros contre 2 603 117,86 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 46,24%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 210 064,25 euros contre 129 476,25 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 62,24%.

Compte tenu d'un résultat financier de -18 064,48 euros (-27 205,64 euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 191 999,77 euros contre 102 270,61 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 87,74%.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de -7 194,00 euros contre 28 860,02 euros pour l'exercice précédent.

- d'un impôt sur les sociétés de 40 790,00 euros contre 2 507,00 euros pour l'exercice précédent,

le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 144 015,77 euros contre un bénéfice de 128 623,63 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 11,97%.

Au 31 décembre 2019, le total du bilan de la Société s'élevait à 3 262 876,01 euros contre 2 170 184,41 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 50,35%.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 144 015,77 euros.

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019 de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	144 015,77 euros
------------------------	------------------

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 153 200,91 euros.



Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 164 200,91 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée depuis la constitution de la Société.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que la Société n'a supporté aucune dépense non déductible fiscalement au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, il convient de rappeler :

- les conventions conclues entre la Société et son Président non associé au cours des exercices précédents et dont les effets se sont poursuivis :

1- Monsieur Christophe Brunier, salarié de la SAS Brunier, est également président de la SASU A2VL. Au cours de l'exercice clos le 31/12/2019, la SASU A2VL a facturé la somme de 306 407,68 HT au titre des prestations (Location, entretien, assurance, franchise et honoraires de gestion) à la SAS Brunier.

2- Monsieur Christophe Brunier, président de la SASU HCB, est également président de la SASU A2VL. Au cours de l'exercice clos le 31/12/2019, la SASU A2VL a facturé la somme de 1 033 420 HT au titre des locations et ventes de voitures à la SASU HCB.

3- Monsieur Christophe Brunier, président de la SASU HCB, est également président de la SASU A2VL. Au cours de l'exercice clos le 31/12/2019, la SASU HCB a facturé la somme de 371 888,90 HT au titre des locations de véhicules et ventes de voitures à la SASU A2VL.

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Nous vous précisons qu'aucun mandat de dirigeant ou de Commissaire aux Comptes n'est arrivé à expiration.

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à votre Président quitus de sa gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.



Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les décisions que nous soumettons à votre vote.

Fait à GOUVIEUX
Le 10 juillet 2020

Le Président
Christophe BRUNIER

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned below the printed name of the President.

A2VL
Société par actions simplifiée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 122 RUE DE LAMORLAYE, 60270 GOUVIEUX
822 791 620 RCS BEAUVAIS

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 31 juillet 2020

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
de l'exercice clos le 31 décembre 2019

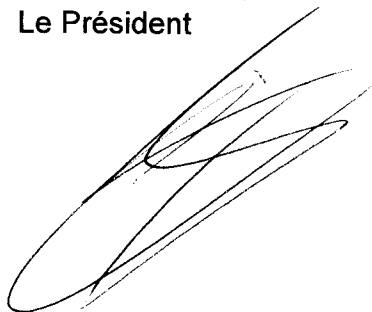
Bénéfice de l'exercice

144 015,77 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 153 200,91 euros.

Conformément à la loi, l'associée unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la Société.

Certifié conforme
Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.



AUDIT BUGEAUD

Expertise comptable
Commissariat aux Comptes

A2VL

Société par Actions Simplifiée au Capital de 10 000 €

122 rue de Lamorlaye
60270 GOUVIEUX

RCS COMPIEGNE 822 791 620

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019



A2VL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HMD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 10 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Information au titre d'un événement post-clôture » de l'annexe des comptes annuels qui présente les effets de la pandémie Covid-19 sur l'activité de votre société et ses conséquences sur le principe de continuité d'exploitation.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues. A ce titre, nous nous sommes assurés de la juste application de la reconnaissance du chiffre d'affaires et de la correcte valorisation des charges constatée d'avance.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

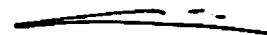
significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 15 juillet 2020



Audit Bugeaud

Benoît BERTHOU

Commissaire aux Comptes



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (1)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	1 504	982	522	823
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	125 190	70 243	54 947	388 634
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	6 500		6 500	6 500
	TOTAL (II)	133 194	71 225	61 969	395 957
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	553 333		553 333	1 072 673
	Avances et Acomptes versés sur commandes	457 200		457 200	191 300
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 300 149		1 300 149	26 335
	Autres créances	117 105		117 105	12 176
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES				
		65 234		65 234	45 439
	Charges constatées d'avance	707 886		707 886	426 304
	TOTAL (III)	3 200 907		3 200 907	1 774 228
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	3 334 101	71 225	3 262 876	2 170 184
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				6 500	6 500
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	10 000	10 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	1 000	
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	9 185	
	Report à nouveau		(118 438)
	Résultat de l'exercice	144 016	128 624
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	164 201	20 185
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	160	246
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	50 552	76 398
	Emprunts et dettes financières divers	799 462	1 164 346
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	915 161	586 050
	Dettes fiscales et sociales	323 375	62 568
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 009 965	260 392
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	3 098 675	2 149 999
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 262 876	2 170 184
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		144 015,77	128 623,63
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 098 675	2 149 999
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		955	217

dey

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	2 203 833		2 203 833	1 617 500
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 813 122		1 813 122	1 115 093
	Montant net du chiffre d'affaires	4 016 955		4 016 955	2 732 592
	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits				2
Total des produits d'exploitation (1)				4 016 955	2 732 594
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			954 254	1 211 944
	Variation de stock			519 340	241 124
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			2 149 365	936 201
	Impôts, taxes et versements assimilés			135 998	89 297
	Salaires et traitements				
	Charges sociales du personnel				
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			47 933	124 531
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			1	20
Total des charges d'exploitation (2)				3 806 891	2 603 118
RESULTAT D'EXPLOITATION				210 064	129 476

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2019	31/12/2018
RESULTAT D'EXPLOITATION		210 064	129 476
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers		
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	18 064	27 206
	Total des charges financières	18 064	27 206
RESULTAT FINANCIER		(18 064)	(27 206)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		192 000	102 271
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		231 034
	Total des produits exceptionnels		231 034
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 194	16 547 185 627
	Total des charges exceptionnelles	7 194	202 174
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(7 194)	28 860
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		40 790	2 507
TOTAL DES PRODUITS		4 016 955	2 963 628
TOTAL DES CHARGES		3 872 939	2 835 004
RESULTAT DE L'EXERCICE		144 016	128 624
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 3 262 876 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 4 016 955 euros et un total charges de 3 872 939 euros, dégageant ainsi un résultat de 144 016 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Information au titre d'un événement post-clôture

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.



Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

g⁷

JM

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	1 504					1 504
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 504					1 504
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	950					950
	Matériel de transport	557 217		4 250		438 217	123 250
	Matériel de bureau, mobilier	990					990
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		559 157		4 250		438 217	125 190
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	6 500					6 500
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 500					6 500
TOTAL		567 161		4 250		438 217	133 194

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	682	301		982
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	682	301		982
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	95	95		190
	Matériel de transport	169 677	47 297	147 912	69 062
	Matériel de bureau, mobilier	750	240		990
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	170 522	47 633	147 912	70 243
TOTAL		171 204	47 933	147 912	71 225

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Signature

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	6 500	6 500	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	1 300 149	1 300 149	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	102 419	102 419	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	14 686	14 686	
	Charges constatées d'avances	707 886	707 886	
TOTAL DES CREANCES		2 131 640	2 131 640	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	160	160		
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	955	955		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	49 597	49 597		
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	69 345	69 345		
	Fournisseurs et comptes rattachés	915 161	915 161		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices	38 283	38 283		
	Taxes sur la valeur ajoutée	279 237	279 237		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 855	5 855		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	730 117	730 117		
	Autres dettes	1 009 965	1 009 965		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		3 098 675	3 098 675		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		26 584			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		730 117			

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Total des Charges à payer		32 276
Emprunts obligataires convertibles		160
<i>Intérêts courus</i>	<i>160</i>	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		955
<i>Banque - intérêts courus à pay</i>	<i>955</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		25 305
<i>Fournisseurs - fact. non parve</i>	<i>25 305</i>	
Dettes fiscales et sociales		5 855
<i>Etat - autres charges à payer</i>	<i>5 855</i>	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			707 886	707 886
Charges constatées d'avance - FINANCIERES		g ⁷		
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				707 886

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		1 000,00	10,0000	10 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		1 000,00	10,0000	10 000,00



BINOME	SAS A2VL	Page : 22
---------------	-----------------	------------------

ANNEXE - Elément 7

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2019
VALEUR D'ORIGINE					886 153	886 153
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				289 373	289 373
	Redevances Exercice				177 106	177 106
	TOTAL				466 479	466 479
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				177 362	177 362
	entre 1 et 5 ans				251 175	251 175
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				428 537	428 537
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans				8 862	8 862
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				8 862	8 862
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						